Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026

Agriculture, Lucien Stanzione porte la voix des territoires au Sénat



Face à la crise qui fragilise les exploitations agricoles, le sénateur vauclusien Lucien Stanzione multiplie les initiatives parlementaires. Pastoralisme, prédation du loup, avenir de la lavande ou accès à l'eau : autant de dossiers qu'il entend traduire en propositions législatives dans le cadre du projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles actuellement examiné au Parlement.

Depuis plusieurs années, Lucien Stanzione sillonne les territoires ruraux du Vaucluse afin de recueillir les préoccupations des élus, des éleveurs et des représentants des filières agricoles, avec pour mission de transformer les difficultés rencontrées sur le terrain en mesures législatives concrètes. Une démarche ayant pour cadre le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles, présenté par le Gouvernement au printemps 2026 pour protéger, simplifier et renforcer la souveraineté alimentaire française.

Le pastoralisme, un modèle à préserver

Co-rapporteur de la mission d'information sénatoriale sur l'avenir du pastoralisme, dont les conclusions ont été rendues publiques le 3 juin dernier, le sénateur de Vaucluse souligne, dans ce rapport, le rôle du pastoralisme dans l'entretien des paysages, la prévention des incendies, la biodiversité et la production alimentaire. Un travail de plusieurs mois de travaux ayant mobilisé une centaine de personnes et une

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026

cinquantaine d'organisations professionnelles.

Les troupeaux et les loups

À l'occasion du Comité départemental Loup puis devant les élus de la Communauté de communes Ventoux Sud, Lucien Stanzione a rappelé que la prédation constitue aujourd'hui une menace majeure pour de nombreuses exploitations pastorales. En plus des pertes financières, le sénateur a évoqué les conséquences psychologiques sur les éleveurs, de ces attaques sauvages du loup sur les troupeaux. Et en cela, l'homme politique veut faire évoluer le cadre législatif en renforçant les moyens de protection des troupeaux. Parmi les mesures défendues figurent la suppression du reste à charge des éleveurs pour financer les dispositifs de protection, une meilleure indemnisation des pertes indirectes, l'utilisation d'équipements comme les lunettes thermiques lors des tirs de défense, une estimation plus fiable de la population de loups, l'adaptation des plafonds de prélèvement en fonction de la pression réelle de la prédation ainsi que la reconnaissance d'un véritable statut pour les louvetiers. Toutefois ces propositions interviennent alors que les services de l'État poursuivent également le déploiement des aides à la protection des troupeaux dans les zones exposées à la prédation.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026



DR

La lavande, emblème vauclusien en danger

Autre dossier prioritaire : la filière lavande et lavandin. Réunis à la Communauté de communes Ventoux Sud, en mai dernier, à l'initiative du sénateur, élus locaux, organisations professionnelles et producteurs ont dressé un constat particulièrement préoccupant. Entre la chute des surfaces cultivées, l'explosion des coûts énergétiques, la concurrence étrangère, les difficultés d'accès à l'eau et les conséquences du changement climatique, l'économie locale se voit sensiblement fragilisée. Le Vaucluse représentait encore près de 20% des surfaces françaises en 2024, mais plus de 5 500 hectares ont disparu depuis 2021, dans les territoires historiques de production. Plusieurs pépiniéristes ont cessé leur activité et ces répercussions concernent également les distilleries, le tourisme, l'hôtellerie ou encore la restauration.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026

Vers un plan de relance du plateau d'Albion
À l'issue de cette concertation, un plan de relance de la lavande a été engagé. Le sénateur souhaite réunir les départements de Vaucluse, de la Drôme et des Alpes-de-Haute-Provence, les Régions Sud et Auvergne-Rhône-Alpes ainsi que les préfets concernés afin de lancer une dynamique de replantation sur le plateau d'Albion, avec des variétés mieux adaptées au changement climatique. Les associations de maires seront également sollicitées afin de fédérer les collectivités autour de cette stratégie.

Défendre les territoires ruraux
Pastoralisme, gestion du loup ou de la filière lavande, Lucien Stanzione part des réalités vécues par les acteurs de terrain pour travailler à la réponse législative via la rédaction d'amendements et les futures propositions de loi. Mission ? Défendre l'équilibre entre protection de la biodiversité, maintien des activités économiques et souveraineté alimentaire et maintenir la pression pour que la future loi d'urgence agricole, dont l'examen parlementaire se poursuit, ne passe pas à côté de l'objectif.
Mireille Hurlin

Agriculture : le cri d'alarme de Lucien Stanzione pour le Vaucluse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026



Au Sénat, le sénateur Lucien Stanzione a alerté sur la fragilité croissante du modèle agricole méditerranéen. Entre dérèglement climatique, concurrence européenne et retrait progressif de certains pesticides, les producteurs de fruits et légumes se retrouvent pris entre urgence économique et temps long de la recherche. Un défi stratégique qui pose la question des moyens accordés à l'innovation agricole.

Au cœur des débats sur la crise agricole française, la voix du Vaucluse s'est récemment fait entendre au Sénat. Le sénateur Lucien Stanzione y a défendu un modèle agricole souvent discret dans les grandes politiques publiques : celui du Sud-Est méditerranéen, fait d'exploitations familiales de petite taille, spécialisées dans les fruits et légumes tels que la cerise, la fraise ou la pomme, et historiquement tournées vers les circuits de négoce.

Un modèle économique vulnérable

Ce modèle, qui a longtemps prospéré sans dépendre fortement des aides de la Politique agricole

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026

commune, apparaît aujourd'hui particulièrement vulnérable. Les aléas climatiques à répétition, la pression sanitaire sur les cultures et les fluctuations économiques fragilisent des exploitations déjà étroites dans leurs marges. À cela s'ajoute un autre facteur, moins visible mais tout aussi déterminant : l'écart croissant entre le rythme de la recherche scientifique et l'urgence économique à laquelle sont confrontés les producteurs.



Copyright MMH

La réglementation européenne

L'agriculture française traverse une mutation profonde. Sous l'effet des réglementations européennes et des attentes environnementales, de nombreuses substances phytosanitaires sont progressivement retirées du marché. Or, sur les quelque 290 substances actives utilisées aujourd'hui, près de 75 pourraient perdre leur autorisation dans les prochaines années, obligeant les filières à trouver rapidement des solutions alternatives pour protéger les cultures.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026

Le temps long de la recherche

La recherche travaille précisément à ces alternatives. Les solutions de biocontrôle -utilisant des organismes vivants, des mécanismes naturels ou des substances d'origine biologique pour lutter contre les ravageurs- apparaissent comme l'une des pistes les plus prometteuses. Ces travaux sont notamment soutenus par le plan stratégique Parsada -Plan d'action stratégique pour l'anticipation du potentiel retrait européen des substances actives et le développement de techniques alternatives pour la protection des cultures- conçu pour anticiper le retrait des pesticides et financer des projets scientifiques sur trois à cinq ans. Mais entre la promesse scientifique et l'application concrète dans les champs, le temps reste long. Les premières solutions opérationnelles ne devraient être pleinement déployées que dans plusieurs années. Pour les producteurs, confrontés à la pression des marchés et aux pertes de récoltes, ce décalage constitue un véritable gouffre.

L'impasse technique des alternatives

C'est précisément ce hiatus que le sénateur du Vaucluse a mis en lumière. Selon lui, l'enjeu consiste à « faire gagner quelques années » aux agriculteurs, afin d'éviter que la disparition de certains outils phytosanitaires ne laisse les filières dans une impasse technique. Une transition qui suppose, insiste-t-il, un soutien massif et durable à la recherche. Or les arbitrages budgétaires interrogent. Le plan Parsada, qui mobilisait environ 146M€ en 2024 pour financer des projets d'innovation et de recherche appliquée, repose aujourd'hui sur des appels à projets plus restreints, dans un contexte de contraintes financières.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026



Manifestation des agriculteurs en décembre 2025 Cours Jean Jaurès Avignon Copyright MMH

Le changement climatique

Les exploitations fruitières et maraîchères, très présentes dans les régions méditerranéennes, sont parmi les plus exposées aux changements climatiques, aux nouvelles maladies des plantes et aux restrictions sur les produits phytosanitaires. La transition vers une agriculture moins dépendante des intrants chimiques est largement partagée comme objectif. Mais elle suppose un triptyque difficile à équilibrer : innovation scientifique, viabilité économique des exploitations et sécurité alimentaire. Pour les territoires agricoles du Sud-Est, l'équation est particulièrement sensible. Sans investissements suffisants dans la recherche et les solutions de terrain tels que les filets de protection, le biocontrôle, les nouvelles variétés ou techniques culturales, la transition pourrait fragiliser durablement des filières déjà sous tension. Derrière le débat technique se profile ainsi une question politique majeure : comment accompagner la transformation écologique de l'agriculture sans sacrifier ceux qui la font vivre au quotidien.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026

Mireille Hurlin

Lucien Stanzione interpelle le gouvernement sur la difficulté à obtenir des aides pour la cerise et la lavande



Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse s'engage depuis trois ans sur la défense des filières de la cerise de bouche et d'industrie. Des filières concernées par les effets du changement climatique, des insectes ravageurs, la disparition des produits sanitaires, la concurrence et la diminution du nombre d'agriculteurs.

Pour faire face,
l'homme politique vauclusien n'a de cesse d'interpeller le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau. Dernièrement, il lui a rappelé que pour la filière cerise, près de 50% des cerisiculteurs touchés par les dégâts, n'étaient pas éligibles à l'indemnisation, tout comme les lavandiculteurs, qui, sur l'enveloppe de 9M€ mobilisés, observent que 4 ne sont toujours pas débloqués pour cause d'impossibles accès aux

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026

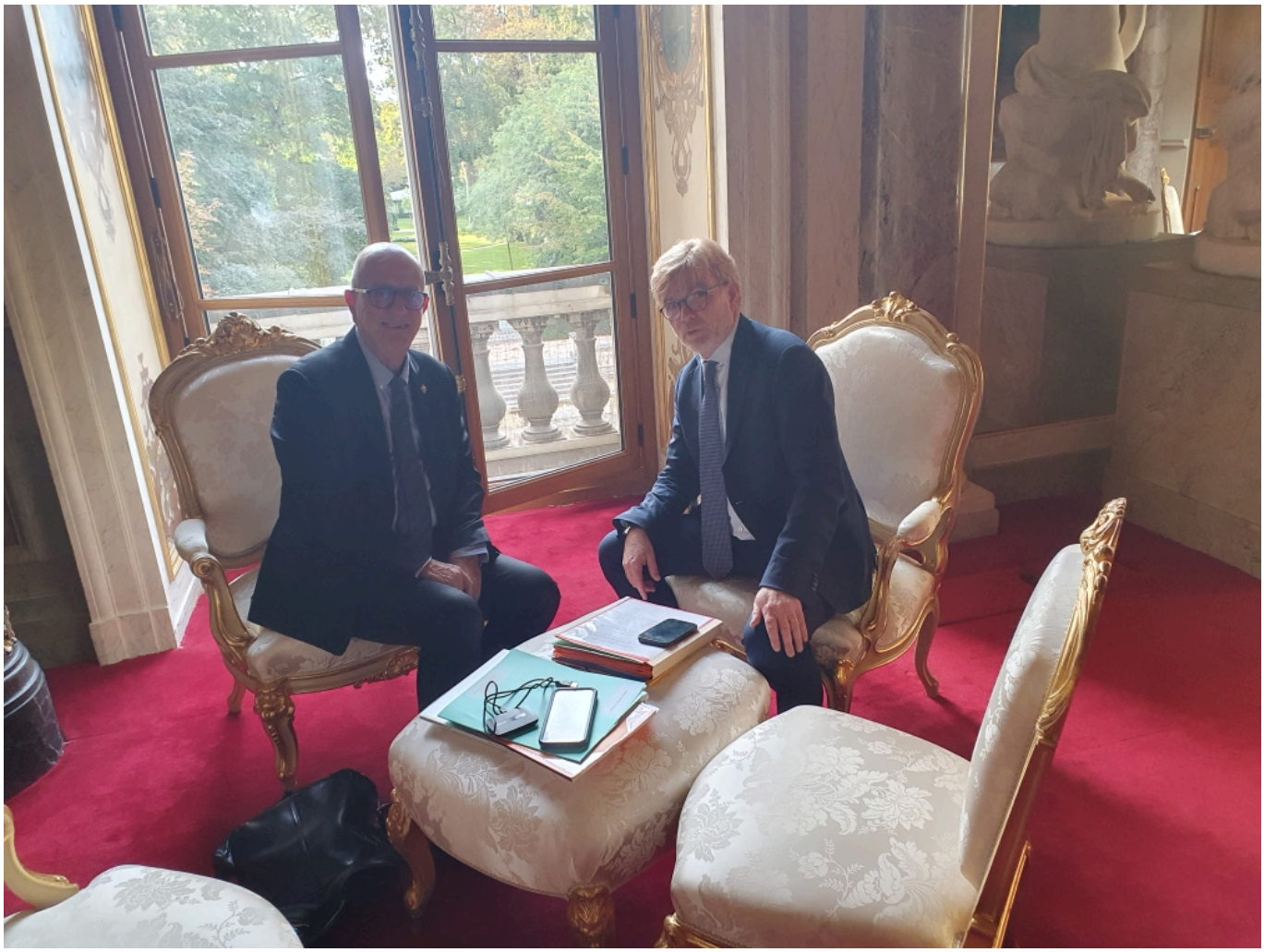
critères d'éligibilité. Lucien Stanzione ne lâche pas l'affaire, continuant d'insister afin que le reliquat aille directement aux producteurs, ou à la recherche dans leur secteur d'activité.

Ce travail de fond fait suite,
notamment, aux réunions que le sénateur organise sur le territoire vauclusien, dont la dernière en date, courant novembre, avait réuni à Venasque, une trentaine de personnes dont 26 maires et adjoints aux côtés de producteurs, de représentants de la filière cerise de Venasque, du syndicat de la cerise industrielle, de la Confédération paysanne et de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles). Cette fois-ci, Lucien Stanzione avait interpellé le ministre de l'Agriculture en Commission des affaires économiques.

Lavande, cerise, élevage en Vaucluse, ce qu'en dit le Ministre de l'agriculture

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 novembre 2026



Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse a rencontré le Ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, à propos des filières de la lavande, de la cerise et de l'élevage en Vaucluse.

Le sénateur a obtenu du ministre qu'il porte devant l'Europe un mécanisme d'exemption clair et sans ambiguïté pour les huiles essentielles, dans le cadre de la révision des règlements européens REACH et CLP (classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges et la réaffectation des 4M€ -non utilisés- vers des projets de recherche pour la filière lavandicole.

Le sénateur vauclusien a également évoqué la nécessité de faire passer le loup 'd'espèce protégée' à 'espèce en voie de prolifération'. « Le loup prolifère plus vite que les quotas de tirs de régulation », a justifié Lucien Stanzione. Cependant, Concernant la cerise, le ministre de l'agriculture ne dispose pas de solutions. » a-t-il conclu.